

## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

N° 02.SO./2020

---

### OBJET

---

REALISATION D'UN SONDAGE D'OPINION  
Relatif à  
LA PERCEPTION DE LA CONCURRENCE

---

En application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1, de l'article 16 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret N° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.



APPEL D'OFFRES OUVERT N 02.SO./2020  
SUR OFFRE DE PRIX (SEANCE PUBLIQUE)

Passé

ENTRE

Le Conseil de la Concurrence, situé à Avenue Atinte Mahaj Ryad, Imm 7 et 8 Hay Ryad,  
représenté par son Président Driss GUERRAOUI, désigné ci-après par « le Maître d'Ouvrage  
»,

D'UNE PART,

ET

Monsieur.....

Agissant au nom et pour le compte de .....

Inscrit au registre de commerce de

Affilié à la CNSS sous le N°

Titulaire du compte bancaire N°

Ouvert à

Et faisant élection de domicile à

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés et désigné ci-après par « Le prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :



## SOMMAIRE

ARTICLE 1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....	4
ARTICLE 2- CONTEXTE DE L'ETUDE..... ::.....	4
ARTICLE 3- PRESENTATION DU CONSEIL DE LA CONCURRENCE.....	4
ARTICLE 4- CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 5- PROFIL DE L'EQUIPE DE TRAVAIL.....	6
ARTICLE 6- REMPLACEMENT DU PERSONNEL.....	7
ARTICLE 7- DELAIS DE REALISATION DE L'ETUDE.....	7
ARTICLE 8- RAPPORTS A REMETTRE PAR LE PRESTATAIRE.....	7
ARTICLE 9- REPRODUCTIBLES.....	7
ARTICLE10-PROPRIETE DES DOCUMENTS PREPARES PAR LE PRESTATAIRE.....	7
ARTICLE11- RECEPTION DES LIVRABLES.....	8
ARTICLE12-DELAIS D'EXAMEN ET DE VALIDATION DES RAPPORTS.....	8
ARTICLE13-PENALITES POUR RETARD.....	8
ARTICLE14-MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE15-SEANCES D'INFORMATION .....	9
ARTICLE16-RECEPTION DES PRESTATIONS.....	9
ARTICLE17-CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE18-ASSURENCES ET RESPONSABILITES.....	9
ARTICLE19-UTILISATION DE BREVETS D'INVENTION ET LICENCES.....	10
ARTICLE20- AUTRES RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE.....	10

ARTICLE21-CARACTERE DES PRIX .....	10
ARTICLE22- REVISION DES PRIX.....	10
ARTICLE23- DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.....	11
ARTICLE24- MODE DE PAIEMENT DU MARCHE.....	11
ARTICLE25- MODALITES DE PAIEMENT.....	11
ARTICLE26- AJOURNEMENT DE L'EXECUTION DU MARCHE.....	11
ARTICLE27- REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	11
ARTICLE28- RESILIATION DU MARCHE.....	11
ARTICLE29- NANTISSEMENT.....	11
ARTICLE30- APPROBATION DU MARCHE.....	12
ARTICLE31-PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	12
ARTICLE32- REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX.....	12
ARTICLE33- ARRET D'ETUDE.....	12
ARTICLE34- DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL.....	13



## ARTICLE 1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet la réalisation d'un sondage d'opinion relatif à la perception de la concurrence.

## ARTICLE 2- CONTEXTE, AMBITION ET OBJECTIF DE L'ETUDE

### a) Contexte de l'étude

Le Maroc a franchi une nouvelle étape en matière de régulation concurrentielle durant cette décennie. Il est l'un des rares pays dont la constitution comporte des dispositions relatives à la concurrence. Pour entériner les principes constitutionnels relatifs à la régulation concurrentielle, le Maroc a procédé à une réforme profonde des textes réglementaires et législatifs régissant la concurrence. Ainsi, deux lois ont été adoptées. La première loi est relative à la liberté des prix et de la concurrence (loi n°104.12) et la seconde est relative au Conseil de la Concurrence (loi n°20.13). Désormais, le Conseil de la Concurrence jouit de tous les pouvoirs et prérogatives répondant aux standards des principales autorités de la concurrence.

Conformément à la loi 20.13, le Conseil a la possibilité de réaliser des études (article 2). Dans ce cadre et afin d'alimenter le système d'information sur la concurrence, en cours d'édification par le Conseil, ce dernier envisage de réaliser un sondage d'opinion en vue d'apporter un éclairage sur la perception de la concurrence par les opérateurs au Maroc,

### b) Ambition du Conseil et objectifs de l'étude :

L'objectif principal de l'étude est d'évaluer les perceptions de la concurrence par les acteurs, les institutions et les organismes qui sont, de par la loi, éligibles à saisir le Conseil, à savoir :

- Les entreprises et administrations ;
- Les Conseils des collectivités territoriales ;
- les instances de régulation sectorielle ;
- Le Gouvernement ;
- Les Commissions permanentes du Parlement ;
- Les juridictions;
- Les organisations syndicales ;



- Les associations professionnelles ;
- Les chambres professionnelles de commerce, d'industrie et des services, d'agriculture, d'artisanat et des pêches maritimes ;
- Les associations de consommateurs reconnues d'utilité publique



De plus, les objectifs spécifiques de l'étude sont:

- Evaluer l'état de la connaissance par les acteurs des problématiques de concurrence dans les secteurs et l'environnement où ils opèrent ;
- Identifier les problèmes majeurs que soulèvent, de leur point de vue, les questions de la concurrence ;
- Dégager leur perception de la notion de concurrence saine et loyale ;
- Comprendre leur vision de ce que devrait être une gouvernance et une régulation appropriées et justes de la concurrence dans les marchés et secteurs où ils opèrent ;
- Recueillir les attentes et les propositions des populations cibles enquêtées en matière d'amélioration de la situation de la concurrence dans les marchés et secteurs où ils opèrent et évoluent, ainsi que les pistes d'innovation.

d) Missions du contractant et consistance de l'expertise

Le contractant, dans le cadre de cette étude doit mener une enquête par échantillonnage auprès des cibles éligibles à saisir le Conseil. Il doit dans le cadre de sa mission élaborer un plan de sondage explicitant les critères de choix de l'échantillon, les bases de sondages utilisées pour le tirage de l'échantillon, la taille de l'échantillon, les stratifications opérées par secteur et par ville, etc.

L'échantillon d'entreprises doit assurer une couverture sectorielle en choisissant les unités selon l'importance économique du secteur (le poids dans le PIB, l'emploi, les ventes et leurs destinations, etc.), les caractéristiques du marché (monopole, duopole, oligopole). Il doit englober toutes les catégories d'entreprises (grandes, moyennes et petites) et veiller sur une représentativité territoriale afin d'apprécier le climat de la concurrence par région. Cet échantillon doit également couvrir les organismes, les instances et les acteurs habilités à saisir le Conseil de la Concurrence, conformément à la loi. En somme, l'échantillon du sondage d'opinion doit toucher quelques 1100 entreprises et une centaine d'acteurs éligibles à saisir le conseil.

De même, le consultant devrait présenter un rapport méthodologique présentant les outils, méthodes et modalités de collecte et d'exploitation des données. Ce rapport méthodologique doit renfermer le détail des questionnaires de l'étude (questionnaire destiné aux entreprises et questionnaire relatif aux autres cibles concernés par l'étude), notamment leurs formes, les éléments constituant le questionnaire, la nature de questions posées, les contenus des questionnaires, les consignes et les instructions de remplissage, etc. Outre

cette partie inhérente à l'élaboration des questionnaires, le rapport méthodologique de l'étude devrait inclure la tabulation de sortie des résultats et les critères de répartition des données.

Dans son offre, le contractant devrait présenter les moyens humains et qualifications professionnelles des personnes à mobiliser, le planning et les délais de réalisation de chaque étape de la prestation.

## ARTICLE 4- CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le sondage d'opinion relatif à aux perceptions de la concurrence par les acteurs et les institutions qui saisissent le Conseil comprendra trois phases :

- Elaboration du rapport d'établissement ;
- Enquête et entretiens ;
- Synthèse et recommandations.



### Phase I : Elaboration du rapport d'établissement

Le contractant devrait présenter un rapport d'établissement détaillé précisant les éléments suivants :

- Analyse et commentaire des termes de référence ;
- Présentation des outils, des méthodes et des modalités de collecte des données ;
- Présentation du plan de sondage et la répartition de l'échantillon par secteur et par catégorie de personnes à interviewer.
- Liste des entreprises de l'échantillon classée selon le critère de choix retenu

### Phase II : Enquête et entretiens

Partant de la description et de l'analyse des enjeux de la concurrence, le contractant est appelé à mener des enquêtes par échantillonnage auprès des acteurs, des institutions et des organismes qui peuvent saisir le Conseil. Les résultats de l'enquête devraient établir un diagnostic complet sur les perceptions de la concurrence par catégorie d'acteur relevant du champ de l'étude.

Le contractant devrait examiner, dans un premier lieu, la connaissance des acteurs par rapport aux nouvelles règles de concurrence qui régissent le marché économique, la concurrence au niveau des secteurs où ils interviennent, la politique publique de la

concurrence et leurs attentes concernant l'amélioration et le renforcement de la concurrence dans le marché national. Cette analyse va permettre de déterminer le niveau de compréhension des règles de la concurrence par les populations cibles.

En outre, cette enquête, devrait permettre d'analyser les attitudes des populations enquêtées vis-à-vis des moyens et outils d'information et de sensibilisation, des modalités de mise en place et d'accompagnement en matière de concurrence. L'examen des résultats de cette partie permettra également de juger du degré d'adhésion des opérateurs aux normes de concurrence. Par conséquent, l'étude devra apporter les éclairages nécessaires sur le degré d'implication de tous les intervenants en matière de respect des règles de concurrence.

Pour mesurer le degré d'appropriation des normes de concurrence, l'enquête devra porter sur les attentes dans ce domaine. A ce titre, les acteurs enquêtés devront s'exprimer au sujet des règles de concurrence, du rôle dévolu aux instances chargées de la mise en œuvre de la politique publique de concurrence.

L'étude portera enfin sur l'examen et l'analyse du degré de satisfaction/insatisfaction par rapport aux dispositions juridiques réglementant la concurrence au niveau du marché, l'action du Conseil de la Concurrence, ainsi que les pratiques adoptées par les entreprises au niveau de leurs secteurs d'activités.

Le contractant devrait à l'issue de cette étape traiter les résultats de l'enquête, analyser les données et présenter une synthèse des résultats illustrés par des tableaux, pour faire ressortir les acquis et les dysfonctionnements en rapport avec la perception de la concurrence par les unités ciblées par le sondage. Cette phase sera conclue par la formulation des propositions d'ajustement de la perception de la concurrence.

### Phase III : synthèse et recommandations

Pour cette phase, et au regard des résultats de l'enquête auprès des différents acteurs, le contractant est appelé à élaborer un rapport final comprenant les synthèses des deux premières phases (tableaux et rapports) et des recommandations à même de réajuster et réorienter les éléments de perception de la concurrence pour le renforcement de la culture de la concurrence au niveau du marché.

Aux termes de cette mission, le prestataire remettra au Conseil de la Concurrence les livrables suivants :

1. rapport relatif au Volet 1 : approche méthodologique pour la réalisation de l'étude ;
2. rapport relatif au Volet 2: réalisation de l'enquête et l'analyse des résultats ;





3. rapport relatif au Volet 3 : rapport final, synthèse et recommandations (en langue française et d'une synthèse de ce rapport en langue arabe).

Par ailleurs, le prestataire fournira au Conseil, sous-format électronique, toute la base de données (entreprises et autres institutions), ainsi que les rapports définitifs relatifs aux trois volets du sondage d'opinion.

## ARTICLE 5- PROFIL DE L'EQUIPE DE TRAVAIL

Les experts de la partie consultée qui seront chargés de cette étude doivent couvrir les champs d'expertise suivants :

- Economie de la concurrence ;
- Droit de la concurrence ;
- Comptabilité et analyse financière ;
- Etudes de marchés (analyse concurrentielle, ...) ;
- Secteur de la Santé au Maroc (économie et droit) ;
- Expérience importante dans le domaine : publications, ouvrages, consultations, ...
- Aptitudes reconnues, fortes capacités d'écoute et esprit de synthèse ;
- Maîtrise de l'arabe et du français (oral et écrit).

## ARTICLE 6- REMPLACEMENT DU PERSONNEL

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du prestataire, il s'avère nécessaire de remplacer un des intervenants retenus, celui-ci devra être agréé par le Maître d'Ouvrage. A cet effet, le nouveau intervenant doit avoir des qualifications égales ou supérieures à celui dont le remplacement est demandé.

De même, s'il paraît que la performance de l'un des intervenants n'est pas satisfaisante, le prestataire devra, sur demande du Maître d'Ouvrage, affecter immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience jugées satisfaisantes par le Maître d'Ouvrage.

Dans tous les cas, le prestataire devra garantir le transfert nécessaire au remplacement afin de ne pas perturber le bon déroulement du projet.



## ARTICLE 7- DELAIS DE REALISATION DE L'ETUDE

Le délai global de réalisation de l'étude est estimé à 55 jours ouvrables hors délais d'examen et de validation par le maître d'ouvrage des rapports des différents volets. Ce délai global est réparti comme suit :

Volet 1 : approche méthodologique pour la réalisation de l'étude ;

Le délai partiel de réalisation du volet I est estimé à 15 jours ouvrables à compter de la date fixée dans l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations de ce volet.

Volet 2: réalisation de l'enquête et l'analyse des résultats ;

Le délai partiel de réalisation du volet 2 est estimé à 25 jours ouvrables à compter de la date fixée dans l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations de ce volet.

Volet 3 : rapport final, synthèse et recommandations (en langue française et d'une synthèse de ce rapport en langue arabe.

Le délai partiel de réalisation du volet 3 est estimé à 15 jours ouvrables à compter de la date fixée dans l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des prestations de ce volet.

Les résultats des principaux résultats de sondage d'opinion feront l'objet d'un workshop où seront conviés toutes les actrices concernées par la thématique (institutions concernées, administrations, presse, chercheurs, ...etc.).

## ARTICLE 8- RAPPORTS A REMETTRE PAR LE PRESTATAIRE

Le prestataire remettra au maître d'ouvrage les rapports suivants :

1. rapport relatif au Volet 1 : approche méthodologique pour la réalisation de l'étude ;
2. rapport relatif au Volet 2: réalisation de l'enquête et l'analyse des résultats ;



3. rapport relatif au Volet 3 : rapport final, synthèse et recommandations (en langue française et d'une synthèse de ce rapport en langue arabe).

Par ailleurs, le prestataire fournira au Conseil, sous-format électronique, toute la base de données (entreprises et autres institutions), ainsi que les rapports définitifs relatifs aux trois volets du sondage d'opinion.

## ARTICLE 9-REPRODUCTIBLES

Le prestataire remettra au Maître d'Ouvrage, dès approbation par ce dernier de l'étude ou d'une partie de l'étude, les reproductibles de toutes les pièces du dossier de l'étude correspondante.

La remise de tous les reproductibles (en format papier et numérique au format agréé par le Maître d'Ouvrage conditionne la réception définitive de l'étude.

## ARTICLE 10- PROPRIETE DES DOCUMENTS PREPARES PAR LE PRESTATAIRE

Tous les rapports et autres documents préparés par le prestataire pour l'exécution du marché deviendront et demeureront la propriété exclusive du maître d'ouvrage. Le prestataire pourra conserver un exemplaire de ces documents mais ne pourra les utiliser à des fins indépendantes du présent marché sans autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

## ARTICLE 11- RECEPTION DES LIVRABLES

Le Maître d'Ouvrage se prononcera sur les différents rapports, fournis par le prestataire dans le cadre de cette étude, soit par note écrite, soit au cours des réunions techniques, et ce dans les quinze jours (15j) suivant la réception des livrables.

Les consistants des livrables sont :

1. rapport relatif au Volet 1 : approche méthodologique pour la réalisation de l'étude ;
2. rapport relatif au Volet 2: réalisation de l'enquête et l'analyse des résultats ;
3. rapport relatif au Volet 3 : rapport final, synthèse et recommandations (en langue française et d'une synthèse de ce rapport en langue arabe).



Par ailleurs, le prestataire fournira au Conseil, sous-format électronique, toute la base de données (entreprises et autres institutions), ainsi que les rapports définitifs relatifs aux trois volets du sondage d'opinion.

Le Maître d'Ouvrage peut toutefois prolonger la période de validation des rapports, remis par le prestataire au cas où il juge nécessaire cette prolongation pour une meilleure assimilation.

A compter de la date de la remise du rapport le Maître d'Ouvrage doit, dans les délais fixés ci-dessus :

- soit accepter le rapport sans réserve ;
- soit inviter le prestataire à procéder à des corrections ou améliorations pour les rendre conformes aux exigences du CPS et aux règles de l'art ;
- soit, le cas échéant, prononcer un refus motivé du rapport pour insuffisance grave dûment justifiée.

Si le prestataire est invité à procéder à des modifications sur le rapport livré, celui-ci dispose d'un délai de quinze jours (15 j) pour remettre celui-ci sous sa forme définitive.

En cas de refus pour insuffisance grave, le prestataire est tenu de soumettre à l'approbation du Maître d'Ouvrage, un nouveau rapport et la procédure décrite ci-dessus est réitérée.

La réception du rapport de chaque volet de l'étude sera prononcée après sa validation et approbation par le Maître d'Ouvrage et donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception y afférent.

Le prestataire ne peut entamer la mission suivante qu'après réception d'un ordre de service l'invitant à démarrer l'exécution des prestations y afférentes.

Le prestataire aura la charge de dresser les projets des procès-verbaux de toutes les réunions et sorties liées au projet dans les 48 heures qui suivent la tenue de ces réunions ou sorties. De même, il aura la charge de rédiger à la demande du Maître d'Ouvrage les notes de synthèse et de présentation du projet.

## ARTICLE 12- PENALITES POUR RETARD

En cas de dépassement des délais convenus, le Prestataire est passible d'une pénalité par jour de retard égale à 1 ‰ (Un pour mille) du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par des avenants.

Toutefois, cette pénalité n'excédera pas 10% de la tranche afférente au volet considéré du marché initial ou du marché éventuellement modifié ou complété par des avenants.



## ARTICLE 13- MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les travaux seront conduits dans toutes leurs phases en concertation étroite avec le Maître d'Ouvrage.

Des réunions de travail seront tenues au siège du Conseil de la Concurrence chaque fois que les circonstances l'exigent, au cours desquelles les mises au point nécessaires sur les travaux en cours seront faites et les dispositions à prendre pour les travaux en cours ou à venir seront précisées.

## ARTICLE 14- SEANCES D'INFORMATION

A l'issue de chaque mission de l'étude, le prestataire est tenu de faire un exposé détaillé devant le comité de suivi de l'étude qui sera constitué par le Maître d'Ouvrage à cet effet, sur les méthodes utilisées et les résultats obtenus.

## ARTICLE 15- RECEPTION DES PRESTATIONS

La réception sera prononcée partiellement pour chaque volet, une fois achevé, sur la base du rapport correspondant approuvé par le maître d'ouvrage et des livrables y afférents. Elle donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception partielle dont une copie sera notifiée au titulaire.

La dernière réception partielle du volet 5 tient lieu de réception définitive du marché.



## ARTICLE 16- CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE

Les cautionnements ainsi que la retenue de garantie sont fixés comme suit :

- Cautionnement provisoire : 15 000,00 dirhams ;
- Cautionnement définitif : 3% du montant initial du marché.
- Retenue de garantie : En raison de la nature des prestations, aucune retenue de garantie n'est prévue dans le cadre du présent marché.

Conformément aux stipulations de l'article 14 du C.C.A.G-EMO, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être remplacés par des cautions personnelles et solidaires. Conformément aux dispositions de l'article 83 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013), en cas de groupement, et lorsque les cautionnements sont souscrits sous les formes prévues aux a) et b) du paragraphe B de cet article, le récépissé ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement.

## ARTICLE 17- ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application de l'article 20 du C.C.A.G-EMO, tel qu'il a été modifié et approuvé par le décret n° 02-05-1434 du 28 décembre 2005, le titulaire, avant tout commencement de l'exécution du marché doit adresser au maître d'ouvrage les attestations délivrées par des établissements agréés à cet effet, justifiant la souscription des polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité, à savoir ceux se rapportant :

- Aux véhicules automobiles utilisés pour les besoins de l'exécution du marché ;
- Aux accidents de travail pouvant survenir au personnel du titulaire du marché ;
- La responsabilité civile en cas d'accident survenant à des tiers ou au maître d'ouvrage ou aux agents de ce dernier par le fait de l'exécution du marché.

Dans les trois semaines qui suivent la notification de l'approbation du marché, le titulaire devra adresser au maître d'ouvrage des copies certifiées conformes des attestations d'assurances contractées à cet effet et couvrant dès le début de l'exécution du marché et pendant toute la durée de celui-ci les risques précités.

Le titulaire est tenu de renouveler les assurances prévues de manière à ce que la période d'exécution du marché soit constamment couverte par les assurances prévues.



## ARTICLE 18- UTILISATION DE DONNEES SOUS LICENCE D'EXPLOITATION OU DROITS D'AUTEUR

En application des dispositions de l'article 21 du C.C.A.G-EMO, le titulaire, du seul fait de la signature du marché, garantit le maître d'ouvrage contre toutes les revendications émanant des titulaires de droits d'auteurs ou de licences d'exploitation.

Il appartient au titulaire, d'obtenir les licences d'exploitation ou autorisations nécessaires et de supporter la charge des frais et des redevances y afférents.

En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de droits d'auteurs et de licences d'exploitation pour l'exécution des prestations objet du marché, ce dernier doit intervenir à l'instance et est tenu d'indemniser le maître d'ouvrage de tous dommages- intérêts prononcés à son encontre ainsi que des frais supportés par lui.

Sauf autorisation expresse du maître d'ouvrage, le titulaire s'interdit de faire usage, à d'autres fins que celles du marché, des renseignements et documents qui lui sont fournis par le maître d'ouvrage.

## ARTICLE 19- AUTRES RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE

Il est formellement stipulé que le prestataire est réputé avoir parfaite connaissance de la nature et des difficultés d'exécution des prestations pour les avoir personnellement examinées dans tous leurs détails, s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition du prix, et avoir obtenu toutes les précisions désirables pour que les prestations soient conformes à toutes les règles de l'art, aux prescriptions du présent marché et aux normes en vigueur.

Le prestataire sera responsable à l'égard du maître d'ouvrage de l'exécution des prestations conformément aux prescriptions du marché et de tout dommage subie par le maître d'ouvrage en raison du défaut d'exécution des prestations.

## ARTICLE 20- CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont établis en dirhams et s'entendent toutes taxes comprises. Ils comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et

d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des prestations.

## ARTICLE 21- REVISION DES PRIX

En application des dispositions de l'article 12 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) précité, les prix du marché sont réputés fermes et non révisables. Le prestataire renonce expressément à toute révision des prix. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

## ARTICLE 22- DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

En application de l'article 6 du C.C.A.G-EMO, le prestataire acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 23- MODE DE PAIEMENT DU MARCHE

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte bancaire, CCP ou de la trésorerie générale ouvert au nom du titulaire, sur la base des décomptes provisoires établis par le maître d'ouvrage conformément à l'article 41 du C.C.A.G-EMO.

Chaque décompte doit être appuyé du procès-verbal de réception provisoire du rapport relatif à chaque volet et d'une facture établie par le titulaire, laquelle doit être arrêtée en toutes lettres, certifiée exacte et signée par le créancier et doit en outre rappeler l'intitulé exact de son compte bancaire.





## ARTICLE 24- MODALITES DE PAIEMENT

Le règlement de chacun des volets de l'étude se fera comme suit :

- 20% du montant du marché à l'issue de la validation du rapport du volet I par le maître d'ouvrage
- 60% du montant du marché à l'issue de la validation du rapport du volet II par le maître d'ouvrage
- 20% Suite à la validation du rapport définitif de l'étude en langue française et la synthèse de ce rapport en langues arabe et française.

## ARTICLE 25- AJOURNEMENT DE L'EXECUTION DU MARCHE

Au cas où le maître d'ouvrage déciderait l'ajournement de l'exécution du marché, il sera fait application des dispositions de l'article 27 du C.C.A.G-EMO.

## ARTICLE 26- REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Pour le règlement des différends et litiges qui surviendraient entre le prestataire et le maître d'ouvrage à l'occasion de l'exécution du marché, il sera fait application des dispositions des articles 52 à 55 du C.C.A.G-EMO.

## ARTICLE 27- RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les cas prévus par le C.C.A.G-EMO.

## ARTICLE 28- NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :



La liquidation des sommes dues par l'Administration en exécution du présent marché sera opérée par les soins de service liquidateur.

Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du présent marché ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissements ou subrogations les renseignements et l'état prévus à l'article 7 du Dahir du 28 Août 1984 relatif au nantissement des marchés publics tel qu'il est modifié et complété par le dahir du 31/01/1961 et 29/10/1962 est le service liquidateur.

Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier ministériel auprès de la Cour Royale, seule qualifiée pour recevoir les significations des créances du titulaire du présent marché.

En application de l'article 11 du CCAG-EMO, le maître d'ouvrage délivre sans frais, au titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre conformément aux dispositions du Dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire ainsi que les frais de timbre de l'original conservé par l'administration sont à la charge du titulaire.

## ARTICLE 29- APPROBATION DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offre ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.

Par dérogation de l'article 79 du décret n°2-12-349 précité, la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Le prestataire sera libre de renoncer à son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage si cette notification n'est pas intervenue dans ce délai. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée, à sa demande, de son cautionnement provisoire.

Toutefois, le maître d'ouvrage peut, dans un délai de dix (10) jours avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, proposer à l'attributaire, par lettre recommandée, de maintenir son offre pour une période supplémentaire. L'attributaire dispose d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la lettre de maître d'ouvrage pour faire connaître sa réponse. En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.



## ARTICLE 30- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché comprennent :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
- Règlement de la consultation
- L'offre technique
- Le bordereau des prix - détail estimatif (ou la décomposition du montant global) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (C.C.A.G-EMO) approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 4 juin 2002 tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-05-1434 du 28 décembre 2005.

## ARTICLE 31 REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX

Le prestataire sera soumis aux dispositions définies par :

- Le Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;
- Le Décret Royal n° 330.66 du 21 avril 1967 portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le Dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.
- Le Décret n°2-07-1235 du 05 kaada 1429 (04 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat ;

## ARTICLE 32- ARRET D'ETUDE

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chaque phase et après réception des prestations réalisées. Dans ce cas, le titulaire sera rémunéré sur la base des éléments du décomposition du montant global



# ARTICLE 33- DECOMPOSITION DU MONTANT GLOBAL

N° des prix	Désignation des prestations	Quantité	Prix forfaitaire en DH Hors TVA		Prix Total en DH HT
			En chiffres	En lettres	
1	Remise du livrable relatif au volet 1	Forfait	20%		
2	Remise de livrable relatif au volet 2	Forfait	60%		
3	Remise et validation du rapport définitif du volet 3	Forfait	20%		
Montant total Hors TVA					
Taux TVA (...%)					
Montant total TTC					

Arrêtée la décomposition du montant global à la somme totale toutes taxes comprises de :

.....



## OBJET DU MARCHE

Le Présent appel d'offres a pour objet la réalisation « d'un sondage d'opinion relatif à la perception de la concurrence », passé en application des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1, de l'article 16 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret N° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Rabat le.....

Le Prestataire

Le Maître d'ouvrage

